

OCTOBRE 2025

FEMMES IMMIGRANTES : ENQUÊTE SUR LES ENJEUX PRIORITAIRES ACTUELS (FEMMES ET INTERVENANT.E.S)

Cette enquête a été réalisée grâce à la
contribution financière de la Fondation Lucie et
André Chagnon.



Rédigé par Rouba Hamadi
(Affaires Québec)

PREFACE

En vue du Congrès d'orientation du RAFIQ prévu en 2026, ce rapport présente les principaux résultats des enquêtes menées par le RAFIQ en 2025 auprès des femmes immigrantes et racisées ainsi que des intervenant·e·s et partenaires qui les accompagnent. Les questionnaires ont été diffusés et complétés du **1er avril au 31 mai 2025**, permettant de recueillir un portrait actuel et nuancé des besoins, des freins et des priorités d'action pour les prochaines années.

Nous exprimons d'abord notre profonde gratitude aux femmes qui ont accepté de partager leurs expériences, souvent marquées par des parcours exigeants, ainsi qu'aux organismes et partenaires qui ont pris part à l'exercice. Leur participation constitue le cœur de ce projet et donne tout son sens aux orientations qui en découlent.

Nous tenons à remercier chaleureusement le comité aviseur, dont l'accompagnement, les conseils et les retours tout au long du processus ont permis d'enrichir les outils, d'affiner l'analyse et d'ancrer ce travail dans la réalité du terrain. Nos remerciements vont également à l'équipe du RAFIQ, salariées, collaboratrices et bénévoles, pour leur implication constante dans la conception, la diffusion des enquêtes, le traitement des données. Nous soulignons aussi la collaboration d'Affaires Québec, mandaté pour la réalisation de ce projet en étroite concertation avec le RAFIQ.

Enfin, nous souhaitons rappeler que ce projet a été réalisé grâce à la contribution financière de la Fondation Lucie et André Chagnon, dont le soutien a rendu possible cette démarche essentielle pour mieux comprendre, reconnaître et soutenir les réalités des femmes immigrantes et racisées au Québec.

TABLE DE MATIÈRES

1.CONTEXTE ET OBJECTIFS	3
2.MÉTHODOLOGIE	5
2.1 Objectifs généraux des enquêtes.....	5
2.2 Publics cibles et échantillons	5
2.3 Élaboration des questionnaires	5
2.4 Stratégie de diffusion.....	6
2.5 Collecte et traitement des données.....	6
2.6 Limites et considérations éthiques	6
3. ANALYSE DES RÉSULTATS	7
3.1 Profil des répondant.e.s intervenant.e.s	7
3.2 Profil des femmes immigrantes et racisées	8
3.3 Profil de la clientèle desservie	9
3.4 Répartition géographique des accompagnements.....	10
3.5 Besoins prioritaires des femmes identifiés par les intervenant.e.s.....	11
4. ORIENTATION STRATÉGIQUES DÉTAILLÉES	13
4.1 ORIENTATION 1	13
4.2 ORIENTATION 2.....	15
4.3 ORIENTATION 3.....	20
4.4 ORIENTATION 4.....	24
5. RECOMMANDATIONS CONSOLIDÉES ISSUES DES DEUX ENQUÊTES	27

1.CONTEXTE ET OBJECTIFS

Le Québec accueille chaque année de nombreuses femmes immigrantes et racisées qui font face à des défis interreliés (accès aux droits, logement, emploi/formation, santé mentale, prévention des violences, participation citoyenne). Le RAFIQ a mené en 2025 une démarche pour prioriser ses orientations à partir d'une double consultation : femmes concernées et intervenant.e.s œuvrant à leurs côtés.

Depuis 2022, le Réseau d'actions pour l'égalité des femmes immigrées et racisées du Québec (RAFIQ) a engagé une démarche stratégique visant à redéfinir ses priorités et ses orientations futures afin de mieux répondre aux besoins complexes et évolutifs des femmes immigrantes et racisées au Québec. Cette initiative s'inscrit dans un effort global de renforcement de la gouvernance, d'amélioration de l'offre de services, et de promotion de changements systémiques pour une société plus inclusive et équitable.

Objectifs :

- Faire ressortir les priorités exprimées par les femmes et les mettre au cœur de la feuille de route.
- Croiser ces priorités avec la perspective des intervenant.e.s pour éclairer la mise en œuvre.
- Proposer des orientations et actions concrètes, mesurables et territorialisées.

Le présent rapport s'appuie sur une enquête menée auprès des femmes immigrantes et racisées, d'intervenant.e.s et de partenaires. Il intègre des données quantitatives et qualitatives ainsi que des témoignages significatifs, révélant les priorités exprimées par les femmes concernées, tout en valorisant leur expertise vécue. Ces contributions ont permis d'identifier des enjeux clés, allant de l'accès à un logement sécuritaire, à la santé mentale, à la reconnaissance des acquis professionnels, jusqu'à la représentation politique.

Quatre grandes orientations structurent ce rapport et guideront les actions futures du RAFIQ :

- **Orientation 1** : Un lieu d'appartenance et d'apprentissage dédié aux femmes immigrées et racisées (FIERS)
- **Orientation 2** : Une stratégie globale d'intervention auprès des FIERS
- **Orientation 3** : Une présence élargie du RAFIQ sur tout le territoire québécois
- **Orientation 4** : Un acteur d'influence auprès des instances gouvernementales

Ces axes interconnectés tracent une feuille de route claire et ambitieuse pour consolider le rôle du RAFIQ comme acteur central dans la défense des droits, l'inclusion et l'autonomisation des femmes immigrantes et racisées au Québec.

- **Finalité du rapport:** Présenter une analyse détaillée issue de deux enquêtes complémentaires (auprès d'intervenant.e.s et auprès de femmes immigrantes et racisées), afin d'orienter les actions futures du RAFIQ.
- **Enjeux traités:** Accès au logement, santé mentale, information et droits liés au statut migratoire, intégration socioprofessionnelle, prévention des violences, représentation et participation.
- **Retombées attendues:** Un cadre d'action aligné sur les besoins exprimés, une priorisation claire des interventions et un plaidoyer documenté auprès des instances publiques.

Le recours à deux angles de vue permet non seulement de mesurer l'écart ou la concordance entre les besoins perçus par les femmes et ceux identifiés par les intervenant.e.s et les professionnel.le.s, mais aussi de formuler des recommandations ancrées dans la réalité vécue et observée.

2. MÉTHODOLOGIE

Le présent rapport vise à apprécier les résultats de l'enquête menée au printemps 2025 auprès de femmes immigrantes et racisées, ainsi que des intervenant.e.s et partenaires communautaires œuvrant auprès d'elles.

Pour ce faire, il est nécessaire d'évaluer :

- La pertinence des quatre grandes orientations stratégiques du RAFIQ
- Les priorités identifiées par les personnes directement concernées
- Les enjeux systémiques à adresser dans les actions futures de l'organisation

Ce projet a été rendu possible grâce à une démarche financière de la Fondation Lucie et André Chagnon.

AffairesQuébec.Inc. a été mandaté pour réaliser ces enquêtes et ce rapport, en étroite collaboration avec le RAFIQ.

2.1 Objectifs généraux des enquêtes

- **Identifier** les besoins prioritaires des femmes immigrantes et racisées (accès aux droits, emploi/formation, intégration, réseaux).
- **Documenter** les obstacles systémiques freinant l'inclusion (isolement, statuts précaires, discriminations, barrières linguistiques).
- **Valider** les orientations stratégiques proposées par le RAFIQ par une consultation participative.

2.2 Publics cibles et échantillons

- **Intervenant.e.s et partenaires communautaires:** 107 réponses.
- **Femmes immigrantes et racisées (membres et non-membres):** 103 réponses.
- **Langue du questionnaire:** français.

2.3 Élaboration des questionnaires

- **Nombre de questions:**
 - 16 pour les Intervenant.e.s . La question 16 du sondage adressé aux intervenant.es/professionnel.les qui permettait une réponse libre (**Annexe 2 _ Enquête auprès des Intervenant.e.s**)

- Et 17 pour les Femmes. La question 17 était adressée aux les femmes immigrantes et racisées. (**Annexe 1 _ Enquête auprès des femmes immigrantes et racisées**)
- Toutes les autres questions étaient à choix multiples sur un maximum de 4 choix par question.
- **Formes:** choix multiples (sélections multiples possibles) et questions ouvertes (témoignages, suggestions).
- **Alignement:** chaque questionnaire structuré selon les 4 orientations du RAFIQ (appartenance/apprentissage; intervention globale; présence territoriale; influence politique).

2.4 Stratégie de diffusion

- **Durée:** 59 jours de diffusion en continu (3 avril au 31 mai 2025).
- **Canaux:** appels téléphoniques aux organismes partenaires; envois courriel aux réseaux; publications sur réseaux sociaux; relais via tables de quartier, infolettres, etc.

2.5 Collecte et traitement des données

- **Période de collecte:** 1er juin au 31 juillet 2025.
- **Traitement quantitatif:** compilation, vérification de cohérence, calcul des proportions.
- **Analyse qualitative:** codage thématique des réponses ouvertes et regroupement par familles d'idées (isolement, droits, santé mentale, violences, etc.).

2.6 Limites et considérations éthiques

- **Couverture régionale hétérogène** (forte concentration urbaine : Montréal, Capitale-Nationale)
- **Auto-sélection** : résultats valables pour les publics rejoints
- **Éthique:** consentement éclairé, usage des résultats à des fins d'amélioration des services et de plaidoyer.
Aucune donnée confidentielle, telle que le nom ou l'adresse courriel, n'a été demandée au cours du sondage. Ce n'est qu'à la toute fin qu'il était possible, sur une base volontaire, de fournir son adresse courriel pour participer au tirage d'une carte-cadeau.

Validation des contenus

- Révision interne par l'équipe du RAFIQ et par le comité aviseur afin de s'assurer de la clarté, pertinence et accessibilité des questions.

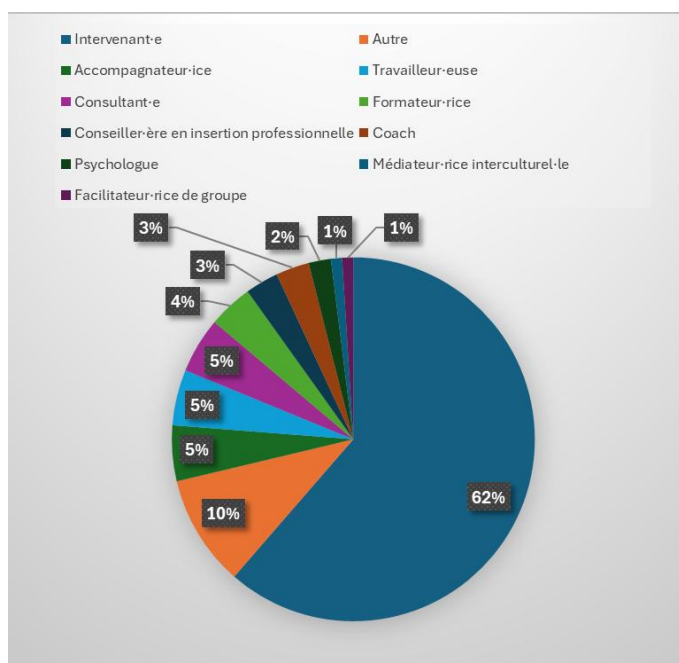
3. ANALYSE DES RÉSULTATS

3.1 Profil des répondant.e.s intervenant.e.s

(Annexe 2 _ Enquête auprès des intervenant.e.s)

Répartition par statut professionnel

Statut professionnel	%
Intervenant·e	62 %
Autre	10 %
Accompagnateur·ice	5 %
Travailleur·euse	5 %
Consultant·e	5 %
Formateur·rice	4 %
Conseiller·ère en insertion professionnelle	3 %
Coach	3 %
Psychologue	2 %
Médiateur·rice interculturel·le	1 %
Facilitateur·rice de groupe	1 %



Note : Extrait des 128 réponses : Annexe 4 - Résultats illustrés_Intervenant.e.s, Question 1.

Commentaires :

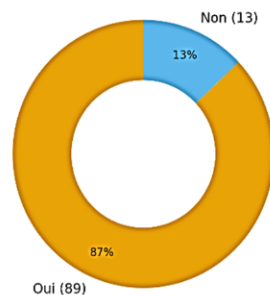
→ Une majorité (62 %) d'intervenant·e·s de terrain témoigne d'un ancrage opérationnel fort.

- ◆ **Diversité d'expertise:** présence de profils complémentaires (conseil, formation, médiation, psychologie) aptes à couvrir des besoins variés.
- ◆ **Implication pratique:** cette mixité favorise la co-construction de parcours d'accompagnement intégrés.

3.2 Profil des femmes immigrantes et racisées

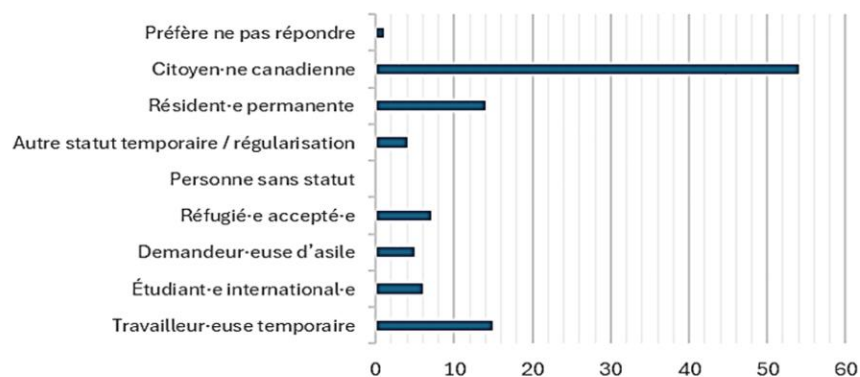
3. Êtes-vous une personne immigrante ?

(Une personne immigrante est une personne qui a quitté son pays d'origine pour s'établir dans un autre pays, de façon temporaire ou permanente)



87 % des répondantes se reconnaissent comme personnes immigrantes; 13 % (13 personnes) ne se considèrent pas comme immigrantes.

STATUT MIGRATOIRE



- Le plus grand nombre de répondantes sont **citoyennes canadiennes (54)** : elles ont complété leur parcours d'immigration, mais continuent de rencontrer des freins liés au genre, à la racisation ou à la non-reconnaissance des acquis.
- Viennent ensuite deux groupes importants pour le RAFIQ : **travailleuses temporaires (15)** et **résidentes permanentes (14)**, souvent confrontées aux mêmes enjeux : logement, reconnaissance de diplôme, accès réel aux services.

- Les **réfugiées acceptées (7)**, **demandeuses d'asile (5)** et femmes **en régularisation (4)** forment les profils les plus vulnérables, car elles cumulent précarité de statut, méconnaissance des droits et risques de violences.
- L'absence de réponses pour « **personne sans statut** » (0) peut indiquer une non-déclaration par prudence, ce qui confirme le besoin d'un cadre de collecte **confidentiel et sécurisant**.

Le fait qu'on compte **54 citoyennes** alors que **87 %** se disent immigrantes n'est pas une contradiction : « immigrante » renvoie au **parcours de migration**, pas au statut actuel. Beaucoup de femmes ont migré, se sont installées, ont obtenu la résidence puis la citoyenneté, mais continuent de vivre des obstacles spécifiques.

Croisement des enquêtes :

- Les Intervenant.e.s et les professionnel.le.s confirment que la précarité professionnelle est l'un des freins majeurs à l'intégration durable.
- Les Femmes en emploi à temps plein déclarent néanmoins avoir besoin de soutien en matière d'évolution de carrière et de reconnaissance professionnelle.

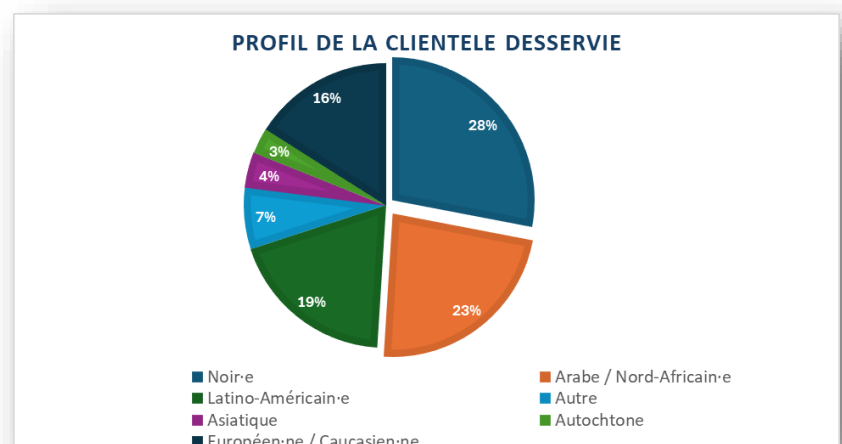
Recommandations: Mettre en place des programmes combinant accompagnement en emploi, reconnaissance des compétences et mentorat.

3.3 Profil de la clientèle desservie

(Annexe 2 _ Enquête auprès des intervenant.e.s)

Répartition par origine

Groupe	%
Noir·e	28 %
Arabe / Nord-Africain·e	23 %
Latino-Américain·e	19 %
Autre	7 %
Asiatique	4 %
Autochtone	3 %
Total groupes minoritaires	84 %
Européen·ne / Caucasienn·e	16 %



Note : Extrait des 261 réponses : Annexe 4 - Résultats illustrés_ Intervenant.e.s, Question 4.

Commentaires:

- **Diversité marquée:** 84 % de la clientèle, desservie par les organismes, est issue de groupes minoritaires.
- **Foyers principaux:** Les communautés noires (28 %) et arabo/nord-africaine (23 %) totalisent 51 %.

Croisement des enquêtes :

- Les Intervenant.e.s constatent que ces groupes sont aussi ceux qui cumulent le plus de barrières systémiques (discrimination à l’embauche, obstacles linguistiques, etc.).
- Les Femmes répondantes expriment un besoin accru de services adaptés culturellement, notamment en santé mentale, logement et emploi.

Recommandations :

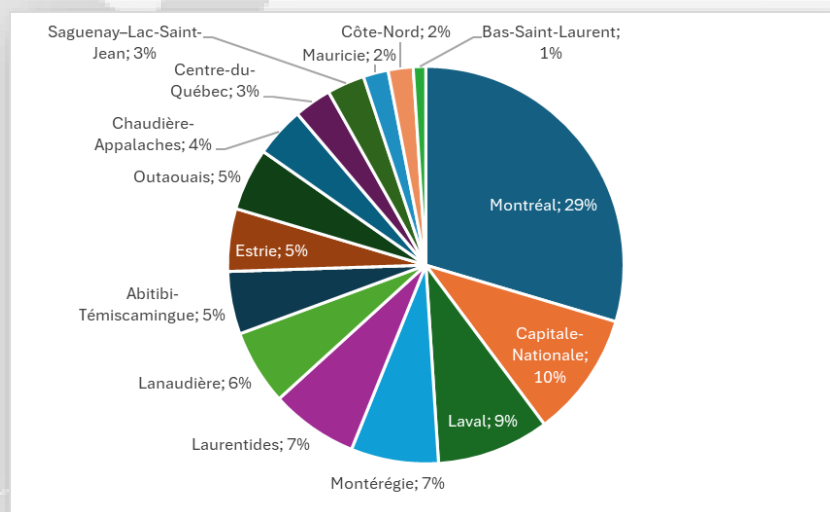
- Renforcer la médiation interculturelle
- Offrir des ateliers multilingues
- Développer des ressources spécifiques à ces communautés

3.4 Répartition géographique des accompagnements

(Annexe 2 _ Enquête auprès des Intervenant.e.s)

Régions administratives

Région	%
Montréal	29%
Capitale-Nationale	10%
Laval	9%
Montréal	7%
Laurentides	7%
Lanaudière	6%
Abitibi-Témiscamingue	5%
Estrie	5%
Outaouais	5%
Chaudière-Appalaches	4%
Centre-du-Québec	3%
Saguenay-Lac-Saint-Jean	3%
Mauricie	2%
Côte-Nord	2%
Bas-Saint-Laurent	1%



Note : Extrait des réponses : Annexe 4 - Résultats illustrés_ Intervenant.e.s, Question 6.

Commentaires :

- **Polarisation urbaine:** Forte concentration des accompagnements dans les centres urbains, Montréal (29 %) et Capitale-Nationale (10 %), mais aussi des périphéries importantes à Laval, Montérégie, Laurentides et Lanaudière.
- **Équité territoriale:** Plusieurs régions affichent des taux modestes, suggérant un potentiel d'expansion par partenariats locaux et relais régionaux.
- **Planification:** Prioriser des actions mobiles (cliniques juridiques itinérantes, webinaires, satellites régionaux).

Croisement des enquêtes :

- Les **Femmes**, en régions moins desservies, signalent un accès limité aux services spécialisés.
- Les **Intervenant.e.s** confirment que l'absence d'antennes mobiles complique l'accompagnement.

Recommandations : Déployer des antennes mobiles et des partenariats régionaux pour réduire les inégalités territoriales.

3.5 Besoins prioritaires des femmes identifiés par les intervenant.e.s.

(Annexe 2 _Enquête auprès des intervenant.e.s)

- **Droits et information:** La priorité absolue est l'accès à une information juridique claire et adaptée aux statuts migratoires.
- **Autonomie économique:** Emploi et formation ressortent comme leviers de sortie de la précarité.
- **Lien social:** Intégration et réseaux d'appartenance sont interconnectés avec la santé mentale et la prévention des violences.

Croisement des enquêtes :

- Les **Femmes** expriment un besoin concret et urgent d'informations juridiques fiables et compréhensibles.

- **Les Intervenant.e.s** soulignent que ces besoins se recoupent avec d'autres enjeux comme la santé mentale, le logement et la sécurité.

Recommandations : Mettre en place un guichet unique d'information et d'orientation, combinant assistance juridique, intégration professionnelle et soutien communautaire.

4. Orientations stratégiques détaillées

4.1 ORIENTATION 1

Un lieu d'appartenance et d'apprentissage dédié aux femmes immigrées et racisées (FIERS)

Objectif : Susciter l'implication de membres



L'objectif de cette orientation est de créer des espaces où les femmes immigrantes et racisées se sentent en sécurité, valorisées et capables de participer activement à la vie communautaire.

Les réponses des Femmes mettent en évidence le **désir de développer des compétences** (professionnelles, linguistiques, personnelles) dans un cadre inclusif, tandis que les Intervenantes insistent sur l'importance de **liens sociaux solides** pour contrer l'isolement.

Autres constats :

- **Les Femmes** expriment un fort besoin de lieux physiques et virtuels où elles peuvent s'exprimer librement, partager leurs expériences sans jugement et nouer des amitiés.
- **Les Intervenant.e.s** confirment l'importance de ces espaces, mais soulignent la nécessité d'un cadre structuré. Elles insistent sur l'importance d'offrir aussi des formations sur les droits, la santé, la prévention des violences.

Analyse croisée :

Les deux enquêtes soulignent le rôle clé des activités collectives, non seulement pour l'apprentissage, mais aussi pour renforcer le sentiment d'appartenance.

- **Barrières majeures:** Isolement social, statut migratoire précaire, santé mentale fragilisée, violences vécues.
- **Attentes exprimées:** Ateliers participatifs, formations en ligne adaptées, accompagnement multilingue, espaces sécurisés.

Recommandations :

→ Espaces inclusifs:

Les Femmes souhaitent créer des espaces d'apprentissage favorisant l'inclusion sociale pour lutter contre l'isolement, en priorisant le format atelier (Annexe 3, Résultats illustrés_Femmes immigrantes et racisées, Question (Q.) .16)

Exemples d'espaces : ateliers, cercles de parole, groupes de soutien thématiques, mentorat par les pairs.

→ Apprentissages adaptés:

- ◆ Les Femmes mettent de l'avant la sensibilisation et la formation pour renforcer les droits et l'autonomie des femmes (Annexe 3, Résultats illustrés_Femmes immigrantes et racisées, Q.14).
- ◆ Elles recommandent d'adapter les contenus aux statuts précaires et aux barrières linguistiques, en offrant un accompagnement multilingue (Annexe 5, Réponses libres, Q.17).
- ◆ Les Intervenant.e.s proposent de développer des formations en ligne adaptées à leurs besoins (Annexe 4 - Résultats illustrés_Intervenant.e.s, Q.13).
- ◆ Exemple d'apprentissages : modules en ligne multilingues (droits, emploi, santé mentale, prévention des violences).

→ Mobilisation communautaire:

- ◆ Les Femmes soulignent l'importance de favoriser l'inclusion sociale et l'intégration des femmes immigrantes et racisées (Annexe 3 - Résultats illustrés_Femmes immigrantes et racisées, Q.13).
- ◆ Les Intervenant.e.s identifient l'accès à l'information juridique des femmes immigrantes et racisées comme priorité principale (Annexe 4 - Résultats illustrés_Intervenant.e.s, Q.11). Elles recommandent de mobiliser les acteurs institutionnels, communautaires, politiques et juridiques pour agir collectivement (Annexe 4 - Résultats illustrés_Intervenant.e.s, Q.15).

Ces résultats confirment un désir d'engagement, à condition que celui-ci se concrétise à travers des espaces inclusifs, adaptés et ancrés dans la réalité vécue des femmes immigrantes et racisées.

4.2 ORIENTATION 2

Une stratégie globale d'intervention auprès des FIERS

Alors que l'Orientation 1 permet d'établir les fondements d'une mobilisation collective pour l'autonomisation des femmes immigrantes et racisées, l'Orientation 2 se concentre sur les leviers concrets à activer pour favoriser leur inclusion sociale, leur sécurité, leur santé mentale et leur accès aux droits.

Cette orientation regroupe quatre enjeux majeurs :

1. Accès au logement
2. Santé mentale
3. Lutte contre les violences
4. Droits liés au statut migratoire

Objectif 1 : Sensibiliser les instances gouvernementales sur les réalités des FIERS en matière de logement

L'accès à un logement abordable demeure un enjeu critique pour les femmes immigrantes et racisées, souvent confrontées à la discrimination, à la précarité financière et à l'absence de soutien adapté.

- **Les Femmes** signalent la difficulté à trouver un logement abordable et sécuritaire, avec des discriminations à la location. Elles dénoncent la cherté des loyers, et l'insalubrité de certains logements accessibles.
- **Les Intervenant.e.s** : confirment ces obstacles et notent le manque de mécanismes de plainte efficaces.

Analyse croisée :

- Les Femmes expriment un manque d'informations accessibles et adaptées sur leurs droits, et une méconnaissance des recours possibles.
- Les Intervenant.e.s confirment que la **prévention des violences** et l'accès à la santé mentale sont trop souvent limités par la langue, la peur des institutions, et la méfiance.
- Le logement est une urgence, particulièrement pour les familles monoparentales.

Recommandations :

- Créer un service d'accompagnement locatif (aide à la recherche et soutien juridique).
- Créer un portail d'accès aux droits multilingue.
- Déployer des espaces sécurisés pour les victimes de violences.
- Offrir des ateliers de sensibilisation aux droits locatifs et à la santé mentale.
- Collaborer avec les organismes et institutions œuvrant dans le logement abordable.
- Mener des campagnes de sensibilisation auprès des décideurs publics.
- Faciliter l'accès à des logements adaptés aux besoins spécifiques des femmes immigrantes.

Analyse qualitative fondée sur les enquêtes :

- Les Intervenant.e.s jugent que les ressources actuelles répondent adéquatement au besoin d'accès au logement (Annexe 4 - Résultats illustrés_Intervenant.e.s, Q.12).
- Les Femmes estiment que l'amélioration de l'accès au logement pour les personnes immigrantes devrait être priorisée (Annexe 3 - Résultats illustrés_Femmes immigrantes et racisées, Q.14).

Objectif 2 : Sensibiliser les professionnel.le.s de la santé mentale aux réalités des FIERS

Le manque de compréhension des réalités migratoires dans les milieux de santé mentale crée un obstacle majeur à l'accès aux soins adaptés. Il est donc crucial de sensibiliser les professionnel.le.s à ces enjeux et d'élargir les services disponibles.

- **Les Femmes** expriment une réticence à consulter en raison du coût et des pratiques (manque de services gratuits, barrière linguistique).
- **Les Intervenant.e.s** pointent la rareté des ressources spécialisées en santé mentale interculturelle. Elles/ils soulignent également la pénurie de professionnel.le.s formé.e.s en interculturel et la lourdeur des listes d'attente.

Analyse croisée : Il y a une convergence sur la dimension humaine et confidentielle ainsi que sur les ressources et la formation des professionnel.le.s.

Recommandations :

- **Catalogue annuel de formations modulaires** combinant compétences professionnelles: Offrir des ateliers de sensibilisation aux professionnel.le.s de la santé mentale.
- **Approche holistique** : Intégrer systématiquement des modules sur les droits, la santé et la prévention.
- **Accès flexible** : Formations en ligne, horaires adaptés, garde d'enfants.
- Développer des groupes de soutien animés par des professionnel.le.s formé.e.s en approche interculturelle.
- Créer des partenariats avec des ressources en santé mentale (incluant stagiaires et étudiant·es).
- Mettre en place des groupes de soutien réservés aux Femmes.

Analyse qualitative fondée sur les enquêtes :

- Les Intervenant.e.s identifient la santé mentale comme un besoin urgent dû à l'isolement social (Annexe 2 _ Enquête auprès des intervenant.e.s)
- Les Femmes estiment que le soutien en santé mentale doit être renforcé (Annexe 3, Résultats illustrés_Femmes immigrantes et racisées, Q.12).

Objectif 3 : Sensibiliser la communauté immigrante et les professionnel.le.s de la santé et des services sociaux aux réalités et conséquences aux violences conjugales, violences basées sur l'honneur, mutilations génitales

Les violences basées sur le genre demeurent un enjeu critique, souvent invisible au sein des communautés. Il est essentiel de briser le silence, de créer des espaces de parole sécurisés et de mieux faire connaître les ressources existantes.

- **Les Femmes** demandent la confidentialité, des points de contact sûrs, et la possibilité de recevoir de l'aide sans conséquences juridiques immédiates si elles ne le souhaitent pas.
- **Les Intervenant.e.s** souhaitent intégrer la prévention dès les premiers mois d'installation au Québec.

Analyse croisée : On constate l'importance d'un accompagnement personnalisé et sécurisé.

Recommandations :

- **Réseau de « personnes-ressources » formées** et identifiées dans la communauté : Former les professionnel·les pour mieux identifier et accompagner les femmes concernées.
- **Ateliers de prévention multilingues**: Intégrer la prévention et l'information sur les violences dans les parcours d'accueil.

Analyse qualitative fondée sur les enquêtes :

- Les Intervenant.e.s indiquent les programmes de prévention contre la violence conjugale comme une priorité (Annexe 4, Résultats illustrés_Intervenant.e.s, Q.14).
- Les Femmes souhaitent que les actions prioritaires des trois prochaines années s'attaquent à cet enjeu (Annexe 3, Résultats illustrés_Femmes immigrantes et racisées, Q.13).

Objectif 4 : Mieux connaître les impacts des divers statuts d'immigration sur les femmes immigrées

Le statut migratoire demeure une source majeure d'inégalité d'accès aux services. L'information juridique est souvent complexe, inaccessible ou non adaptée à la diversité des profils. Cela crée des situations de vulnérabilité et de méconnaissance de leurs droits chez les femmes.

Ces enjeux sont clairement reflétés dans les réponses aux deux sondages, qui mettent en lumière des besoins récurrents en matière de soutien juridique, de défense des droits et d'accès à une information adaptée.

- **Les Femmes priorisent** l'accès à l'information juridique claire et adaptée à leur statut.
- **Les Intervenant.e.s** confirment cette priorité et ajoutent le besoin de ressources en droit du travail et du logement.

Analyse croisée : Formation d'un guichet unique d'information multilingue indispensable.

Recommandations :

- Créer un centre de ressources numériques avec assistance humaine.
- Fournir une information juridique simple, claire et multilingue, liée aux différents statuts migratoires.
- Renforcer l'accès aux ressources juridiques spécialisées et aux services d'accompagnement.
- Former les intervenant.e.s et acteurs/trices communautaires aux spécificités juridiques liées aux statuts migratoires pour un meilleur soutien personnalisé. Mener des campagnes d'information multilingues et culturellement adaptées.

Analyse qualitative fondée sur les enquêtes :

- Les Femmes mentionnent la défense des droits et la représentation politique comme priorités d'intervention (Annexe 3 - Résultats illustrés_Femmes immigrantes et racisées, Q.12).
- Les Intervenant.e.s indiquent que l'accès à l'information juridique (statut d'immigration, droits, etc.) est le besoin le plus urgent des femmes immigrantes et racisées (Annexe 4 - Résultats illustrés_Intervenant.e.s, Q.11).
- Dans les réponses libres, le plaidoyer politique est le besoin le plus fréquemment cité (Annexe 5, Q.17 - 22 mentions sur 95), suivi par l'expertise juridique spécialisée et la connaissance des droits.

Ces constats soulignent l'urgence de mettre en place des actions concrètes visant à faciliter l'accès à l'information juridique et aux services spécialisés, afin de répondre efficacement aux besoins identifiés par les femmes immigrantes et racisées ainsi que par les professionnel.le.s qui les accompagnent.

4.3 ORIENTATION 3

Une présence élargie du RAFIQ sur tout le territoire du Québec

Pour soutenir et amplifier les effets des actions prévues dans les autres axes stratégiques, cette orientation vise à déployer une présence accrue du RAFIQ sur l'ensemble du territoire québécois. Elle repose sur deux leviers complémentaires : une stratégie de communication ciblée et structurée, ainsi qu'une politique de membership inclusive, qui permettront de renforcer à la fois la mobilisation des Femmes et la représentativité de l'organisme dans les différentes régions.

Par ailleurs, les Intervenant.e.s expriment l'importance de créer des formations adaptées aux réalités de femmes (Annexe 4 - Résultats illustrés_Intervenant.e.s, Q.13).

À la question sur les priorités à développer dans les prochaines années, les Femmes suggèrent notamment de renforcer les droits et l'autonomie des femmes; de développer des alliances juridiques et politiques avec d'autres organisations ; et de favoriser leur participation et leur représentation dans l'élaboration des actions qui les concernent. (Annexe 3 - Résultats illustrés - femmes immigrantes et racisées, Q.14)

Objectif 1 : Concevoir et mettre en œuvre un plan stratégique de communication

Pour créer des ponts entre les publics cibles et les actions du RAFIQ, un plan de communication annuel s'impose, en lien direct avec les thématiques prioritaires de l'organisme (logement, santé mentale, violences, intégration socioprofessionnelle, droits liés à l'immigration).

- **Les Femmes souhaitent** être mieux informées des activités et services, surtout en région.
- **Les Intervenant.e.s** estiment que les canaux actuels (Facebook, bouche-à-oreille) sont insuffisants.

Analyse croisée : On remarque une nécessité de diversifier et de professionnaliser la communication.

Recommandations :

- Concevoir une campagne annuelle de communication, déployée autour de thématiques structurantes et de moments phares (journées internationales, campagnes publiques, événements communautaires).
- Élaborer un calendrier d'activités annuel permettant d'assurer une visibilité continue à l'échelle du Québec.
- Adapter les messages et formats aux divers publics cibles : femmes immigrantes et racisées, professionnel·les de la santé, partenaires communautaires, acteurs juridiques et politiques.
- Renforcer la visibilité des services, ressources et formations offertes par le RAFIQ, en lien avec les besoins identifiés dans les orientations précédentes.

Analyse qualitative fondée sur les enquêtes :

- Les Femmes estiment que renforcer les droits et l'autonomie des femmes immigrantes et racisées doit être priorisé (Annexe 3, Résultats illustrés_Femmes immigrantes et racisées, Q.14).
- On souligne la nécessité de mener des campagnes ciblées, adaptées aux femmes immigrantes et racisées, aux professionnel.le.s de la santé et aux partenaires clés (Annexe 5, Réponses libres, Q.17).
- Les Intervenant.e.s identifient la sensibilisation comme l'axe à prioriser dans l'offre de services actuelle, devant les services directs et la mobilisation communautaire (Annexe 4, Résultats illustrés_Intervenant.e.s, Q.15).
- Il y a un fort besoin de visibilité, d'information et de référencement (Annexe 5, Résultats libres, Q.16).

Objectif 2 : Accroître le nombre de membres individuelles et organisationnelles en ciblant une région par année

Afin de favoriser l'implication durable de publics variés, il est nécessaire de structurer une offre de membership inclusive et valorisante, tant pour les femmes que pour les partenaires, bénévoles et organisations alliées.

Objectif stratégique : Renforcer l'attractivité, la visibilité et la lisibilité du statut de membre pour favoriser une croissance annuelle du nombre d'adhérentes, en particulier parmi les femmes immigrantes et racisées.

Analyse croisée :

→ **Les Femmes** : Les résultats des deux enquêtes montrent que l'adhésion à RAFIQ est perçue comme une opportunité de trouver un lieu d'appartenance, de reconnaissance et de soutien.

Cependant, beaucoup d'entre elles ne s'identifient pas spontanément comme « membres » faute d'explications claires sur ce que cela implique, sur les avantages concrets et sur les possibilités d'implication. Elles sont néanmoins attirées par les activités collectives, les espaces de parole et les ateliers pratiques, qui constituent souvent leur premier point de contact avec l'organisation.

→ **Du côté des Intervenant·e·s**, le RAFIQ est reconnu comme un acteur clé, mais encore insuffisamment connu dans certains quartiers ou milieux. Plusieurs soulignent qu'ils manquent de temps et d'outils simples pour promouvoir l'adhésion auprès des femmes qu'ils accompagnent. Ils/elles constatent également que le processus d'adhésion pourrait être plus souple et plus accessible, notamment pour les personnes qui découvrent l'organisme lors d'activités ponctuelles.

Ces constats convergent vers un même enjeu : pour accroître le nombre de membres chaque année, il est nécessaire de rendre le statut de membre plus visible, plus attractif et plus facile à comprendre.

Recommandations :

- Communiquer de façon claire et multilingue sur les droits, les avantages et les possibilités d'implication.
- Multiplier les points de contact dans les milieux sous-représentés.
- Former les intervenant·e·s à présenter l'adhésion comme un levier d'empowerment et de créer des occasions concrètes pour les nouvelles membres de s'impliquer, renforçant ainsi leur sentiment d'appartenance et leur fidélisation.
- Mettre en place une offre d'adhésion diversifiée (membres individuelles, organisationnelles, étudiantes, bénévoles), reflétant les différents niveaux d'implication possibles.

- Offrir des avantages concrets aux membres : formations exclusives, accès prioritaire à certains événements, reconnaissance dans les instances participatives.
- Mettre en place un calendrier annuel d'activités thématiques incluant campagnes de sensibilisation, des ateliers et activités spéciales ciblant spécifiquement les femmes immigrantes et racisées, les professionnel·les de la santé et les partenaires clés.

Analyse qualitative fondée sur les enquêtes :

- Les Femmes considèrent que la participation des femmes aux actions qui les concernent comme une priorité. Elles soulignent que l'adhésion est perçue comme un levier d'engagement et de pouvoir d'agir (Annexe 3, Résultats illustrés_Femmes immigrantes et racisées, Q.14).
- Les Intervenant.e.s indiquent que le développement de nouvelles formations adaptées aux besoins des femmes immigrantes et racisées constitue une priorité (Annexe 4, Résultats illustrés_Intervenant.e.s, Q.13).

Les actions prévues dans l'**Orientation 3 – Assurer une présence élargie du RAFIQ sur l'ensemble du territoire québécois** visent à renforcer la visibilité et l'accessibilité de l'organisme dans toutes les régions, à multiplier les points de contact avec les communautés et à consolider un réseau de partenaires locaux.

Cette implantation élargie permet non seulement de mieux répondre aux besoins des femmes immigrantes et racisées partout au Québec, mais aussi de bâtir une base solide de membres, d'allié·e·s et de relais communautaires.

En s'appuyant sur cette présence accrue et sur la légitimité acquise sur le terrain, le RAFIQ est alors en position de franchir une nouvelle étape : l'**Orientation 4 – Devenir un acteur d'influence auprès des instances gouvernementales**.

La force du maillage territorial, combinée à la diversité des voix et des expériences recueillies, offre à l'organisme un levier puissant pour porter des revendications, influencer les politiques publiques et défendre les droits des femmes immigrantes et racisées à l'échelle provinciale.

4.4 ORIENTATION 4

Un acteur d'influence auprès des instances gouvernementales

Objectif 1 : Améliorer les lois et les procédures en matière d'immigration au Québec et au Canada

Pour répondre plus efficacement aux réalités complexes des femmes immigrantes et racisées, le RAFIQ vise à accroître son rôle de plaidoyer politique. L'objectif est d'agir sur les politiques publiques au Québec et au Canada afin d'améliorer les cadres législatifs et administratifs qui encadrent l'immigration, la reconnaissance des acquis, l'accès à l'emploi, ainsi que la protection et la promotion des droits fondamentaux.

Objectifs stratégiques

1. **Renforcer la crédibilité institutionnelle** de RAFIQ auprès des décideurs politiques et administratifs.
2. **Structurer un plaidoyer fondé sur des données probantes** issues du terrain et des enquêtes.
3. **Développer des alliances stratégiques** avec d'autres organismes et réseaux pour porter des revendications communes.
4. **Former et soutenir des porte-parole** issues des communautés concernées.

Analyse croisée :

- **Les Femmes** : Les réponses mettent en évidence un besoin fort de voir leurs réalités et leurs priorités mieux représentées dans les politiques publiques. Beaucoup expriment le sentiment que leurs voix sont peu entendues dans les espaces décisionnels et que les mesures existantes ne tiennent pas toujours compte de leurs expériences vécues. Elles souhaitent que RAFIQ devienne un porte-voix crédible et légitime, capable de défendre leurs droits et de faire évoluer les lois, programmes et services qui les concernent.
- **Les Intervenant.e.s** confirment que le RAFIQ dispose déjà d'une expertise terrain précieuse et d'un réseau solide, mais qu'il manque encore de visibilité et de positionnement stratégique auprès des décideurs. Ils/elles soulignent l'importance de documenter les besoins avec des données probantes, de développer des alliances avec d'autres acteurs influents et de structurer un plaidoyer cohérent pour peser dans les débats publics. Plusieurs insistent aussi sur la nécessité de former des porte-parole capables de s'exprimer dans différents contextes institutionnels et médiatiques.

Ces constats convergent : pour devenir un acteur d'influence reconnu. Le RAFIQ doit capitaliser sur sa légitimité communautaire, renforcer sa capacité de plaidoyer et établir des relations durables avec les instances gouvernementales, tout en s'appuyant sur les témoignages et données recueillis auprès des femmes et des intervenant.e.s.

A noter que la majorité des intervenant.e.s ont dit avoir dit avoir refusé des services à des femmes en raison de leur statut d'immigration. (Annexe 4, Résultats illustrés_Intervenant.e.s, Q.8)

Recommandations :

- Renforcer le plaidoyer collectif en coordonnant des actions concertées avec d'autres organismes, pour faire pression auprès des instances gouvernementales sur les enjeux de régularisation des statuts, de reconnaissance des diplômes étrangers, et d'accès au marché du travail.
- Développer des alliances juridiques et politiques en collaborant étroitement avec des cliniques juridiques, des avocat.e.s, des chercheur.euse.s et des institutions, afin de défendre les droits des femmes immigrantes et racisées de manière structurée et stratégique.
- Documenter et diffuser les réalités vécues par les Femmes à travers la production de rapports, témoignages et outils de sensibilisation, pour informer les décideurs publics et influencer les politiques.
- Sensibiliser et former les Femmes sur leurs droits, afin de leur permettre de mieux comprendre et exercer leurs droits fondamentaux.
- Mobiliser les partenaires clés autour des enjeux des Femmes pour renforcer la synergie et la portée des actions.

Analyse qualitative fondée sur les enquêtes :

- Les Intervenant.e.s expriment le besoin de renforcer le plaidoyer collectif et l'importance de développer des alliances juridiques pour défendre les droits des femmes immigrantes et racisées (Annexe 5, Réponses libres, Q.17).
- Les Intervenant.e.s souhaitent que le RAFIQ priorise l'amélioration des lois sur l'immigration, ce qui représente la plus forte majorité des réponses à cette question (Annexe 4, Résultats illustrés_Intervenant.e.s, Q.14).

- Les Femmes insistent sur le renforcement des droits et de l'autonomie des femmes immigrantes et racisées. Elles recommandent de développer des alliances juridiques et politiques pour défendre ces droits (Annexe 3, Résultats illustrés -femmes immigrantes et racisées, Q.14).

Cette orientation vient compléter et renforcer les actions engagées dans les autres axes stratégiques :

- | |
|--|
| <ul style="list-style-type: none"> ● Orientation 1 : Un lieu d'appartenance et d'apprentissage dédié aux femmes immigrées et racisées (FIERS) ● Orientation 2 : Une stratégie globale d'intervention auprès des FIERS ● Orientation 3 : Une présence élargie du RAFIQ sur tout le territoire québécois ● Orientation 4 : Un acteur d'influence auprès des instances gouvernementales |
|--|

- Elle s'appuie sur l'information, la mobilisation et la formation développées dans les **Orientations 1 et 3**, qui donnent aux Femmes les moyens de s'engager pleinement.
- Elle prolonge l'approche d'intervention globale de l'**Orientation 2**, en agissant au niveau des politiques publiques et des structures institutionnelles pour lever les barrières systémiques.
- Elle positionne le RAFIQ comme un acteur clé, reconnu et légitime, capable de porter la voix des femmes immigrantes et racisées dans les sphères décisionnelles.

5. RECOMMANDATIONS CONSOLIDÉES ISSUES DES DEUX ENQUÊTES

Ces recommandations compilent et priorisent ce qui ressort en commun des deux enquêtes (femmes immigrantes et racisées et intervenant.e.s.), avec des actions concrètes, immédiatement activables et mesurables.

1. Reconnaissance des compétences

- Reconnaissance des acquis: Offrir des cliniques de reconnaissance des diplômes et des compétences (RAA/RAC), avec accompagnement aux ordres professionnels et passerelles cégep/université.
- Mentorat et réseau: Lancer un programme de mentorat sectoriel (duo mentore/mentorée).

2. Accès aux droits et accompagnement juridique

- Guichet unique multicanal: Mettre en place une porte d'entrée web/téléphone/permanences mobiles pour l'information juridique claire (immigration, travail, logement).
- Permanences spécialisées: Offrir des plages hebdomadaires avec juristes et travailleuses sociales, en français simple et langues prioritaires.
- Trousse de modèles: Diffuser des gabarits de lettres (logement, travail, scolarité), check-lists et guides pas-à-pas.
- Formation des intervenantes: Mettre à jour trimestriellement les connaissances juridiques clés; fiches-réflexes pour l'orientation rapide.

3. Logement

- Accompagnement locatif: Aider à la recherche (dossiers, visites, dossiers numériques), préparer à l'entrevue locative, et soutenir la négociation.
- Droits des locataires: Faciliter l'animation des ateliers multilingues sur droits/recours; référer vers comités logement et cliniques juridiques.
- Partenariats habitat: Formaliser des liens avec offices municipaux, OBNL d'habitation et propriétaires solidaires.
- Veille et appui: Ouvrir une ligne d'appui pour signalements de discrimination ou d'insalubrité et accompagner les démarches.

4. Santé mentale et mieux-être

- Groupes de soutien interculturels: Offrir des groupes animés par des professionnel.le.s formé.e.s, avec garde d'enfants et horaires flexibles.
- Écoute multilingue: Proposer une ligne d'écoute et des téléconsultations gratuites ou à faible coût.
- Campagnes de sensibilisation en français clair et langues prioritaires;
- Référencement sécurisé: Protocoles de collaboration avec CLSC, cliniques communautaires et ressources spécialisées.

5. Prévention et réponse aux violences

- Parcours sécurisé: Accueil confidentiel → évaluation des risques → plan de sécurité → orientation immédiate vers les ressources spécialisées.
- Prévention précoce: Intégrer dès l'arrivée des ateliers multilingues de prévention pour les femmes immigrantes et racisées, incluant l'information sur leurs droits, les signes d'alerte, les ressources disponibles.
- Personnes-ressources de confiance: Former et identifier des relais communautaires discrets.
- Appui juridique et logement d'urgence: Accords avec maisons d'hébergement, aide aux démarches et priorisation d'accès.

6. Communication et accès à l'information

- Plan éditorial segmenté: Infolettres, SMS, réseaux sociaux et radios communautaires, adaptés par région, langue et thème.
- Français clair et multilingue: Produire fiches, vidéos courtes et infographies en langage simple; traductions ciblées selon la demande.
- Calendrier public: Publier un calendrier mensuel des ateliers, permanences et événements; inscriptions simplifiées.
- Suivi de performance: Mesurer ouvertures, clics, inscriptions et rétention; ajuster les canaux en conséquence.

7. Présence territoriale et accessibilité

- Antennes mobiles: Tournées mensuelles dans les régions sous-desservies (permanences juridiques, ateliers, dépistage des besoins).
- Formats hybrides: Tous les services en présentiel et à distance; plages en soirée/fin de semaine; soutien transport/garde au besoin.
- Cartographie de couverture: Suivre la couverture des régions et combler les “déserts de services”.

8. Partenariats et plaidoyer

- Coalition thématique: Créer des tables “Immigration et droits”, “Emploi et diplômes”, “Logement”, “Santé mentale/violences” pour agir de concert.
- Plaidoyer fondé sur les données: Déposer mémoires et recommandations (régularisation, reconnaissance des diplômes, accès au logement et à la santé mentale).

9. Implication des membres et leadership

- Comités consultatifs: Impliquer des membres dans la co-conception, l'évaluation et la priorisation des actions.
- Mentorat pair-à-pair: Valoriser l'entraide entre membres (accueil des nouvelles, navigation des systèmes).
- Parcours leadership: Ateliers de prise de parole, gouvernance associative et participation citoyenne.
- Incitatifs d'engagement: Reconnaissance, certificats, remboursements de transport et micro-bourses d'implication.

Conclusion

Ce que nous disent les femmes est simple et fort : mieux connaître ses droits, trouver un logement digne, faire reconnaître ses compétences, être soutenues pour la santé mentale et se protéger des violences, tout en brisant l'isolement.

LES deux enquêtes vont dans le même sens : les priorités sont partagées et appellent des réponses concrètes, proches du terrain :

- Des lieux d'appartenance et d'apprentissage pour créer du lien et monter en compétences.
- Un accès rapide aux droits (guichet multicanal, logement, mieux-être, prévention).
- Plus de présence en régions et une adhésion plus simple et utile.
- Un plaidoyer outillé par des données et porté par des femmes de toutes les régions.

La mise en œuvre coordonnée de ces actions, portée par des partenariats solides et une gouvernance participative, constitue un levier majeur pour améliorer l'accès à l'information, aux services et aux opportunités. Elle permettra aussi de renforcer l'autonomie, le pouvoir d'agir et la pleine participation des Femmes à la vie sociale, économique et citoyenne.

En capitalisant sur les acquis et en restant à l'écoute des évolutions du terrain, cette feuille de route ouvre la voie à une organisation plus agile, plus proche des besoins, et pleinement engagée pour l'égalité et la justice sociale.